



05 FEV 2026

ADDITIF N°03/A/CHC SA/CIPM/2026 DU
RELATIF L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°001/AONR/CHC SA/CIPM/2025 DU
12 Janvier 2026 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN GROUPEMENT D'ARRANGEURS EN
VUE DE LA LEVEE DE DETTE POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENOVATION
DE L'HOTEL HILTON YAOUNDE, EN PROCEDURE D'URGENCE

Le Maître d'Ouvrage porte à l'attention des groupements préqualifiés dans le cadre de l'Appel d'Offres référencé que les précisions suivantes y sont apportées :

AU LIEU DE :

PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

Article 22- Ouverture des plis et recours

22.7- A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission de passation de marchés certifie une copie de chaque offre des soumissionnaires qui seront mises immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics. Les offres et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, peuvent ne pas être soumises à évaluation.

22.8- En cas de recours, il doit être adressé au Comité d'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

22.9- Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Article 32- Publication des résultats d'attribution et recours

32.4 Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

32.5 En cas de recours, il doit être adressé au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la commission de passation des marchés concernée, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

Références du RGAO	Description de la disposition du Règlement Particulier
26.1	<i>L'évaluation des offres se fera sur la base des critères ci-après :</i> 1- Critères éliminatoires a) Concernant l'offre administrative : 1. Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures après la date d'ouverture des offres ; 2. Absence de la copie de l'agrément COSUMAF autorisant d'exercer en qualité de société de bourse ; 3. Absence de la copie de l'agrément COBAC autorisant d'exercer en qualité d'établissement de crédit ; 4. Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées.

LIRE PLUTOT :

PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

Article 22- Ouverture des plis et recours

22.7- A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission de passation de marchés certifie une copie de chaque offre des soumissionnaires qui seront mises immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics. Les offres et les

Handwritten signature and initials



modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, peuvent ne pas être soumises à évaluation.

22.8- En cas de recours, il doit être adressé au **Comité d'Arbitrage et d'Examen des Recours (CAER)** avec copies au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

22.9- Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Article 32- Publication des résultats d'attribution et recours

32.4 Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

32.5 En cas de recours, il doit être adressé au **Comité d'Arbitrage et d'Examen des Recours (CAER)** avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la commission de passation des marchés concernée, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

Références du RGAO	Description de la disposition du Règlement Particulier
26.1	<i>L'évaluation des offres se fera sur la base des critères ci-après :</i> 2- Critères éliminatoires b) Concernant l'offre administrative : 1. Absence ou non-conformité de la caution de soumission acquittée à la main et timbrée, accompagnée d'un récépissé de consignation délivrée par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC) ; 2. Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures après la date d'ouverture des offres ; 3. Absence de la copie de l'agrément COSUMAF autorisant d'exercer en qualité de société de bourse ; 4. Absence de la copie de l'agrément COBAC autorisant d'exercer en qualité d'établissement de crédit ; 5. Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées.

NB : LE RESTE SANS CHANGEMENT.

Ampliations :

- ARMP
- Pdt/CIPM
- Chrono/Archives

Yaoundé, le **05 FEV 2026**

LE DIRECTEUR GENERAL p.i

MAURICE ENAMA FOU DA



ADDENDUM N° 03/A/CHC SA/CIPM/2026 DATED 05 FEB 2026
RELATING TO RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 001/AONR/CHC
SA/CIPM/2025 OF JANUARY 12, 2026, FOR THE RECRUITMENT OF A POOL OF
ARRANGERS FOR DEBT RAISING TO FINANCE RENOVATION WORKS AT THE
HILTON YAOUNDE HOTEL, UNDER EMERGENCY PROCEDURE.

The Project Owner informs all the consortium of arrangers involved in this request for quotation that some precisions have been done:

INSTEAD OF:

DOCUMENT N° 2: GENERAL RULES OF THE INVITATION TO TENDER (GRIT)

Article 22- Opening of Bids and Appeals

22.7- At the end of each bid opening session, the Chairperson of the Tenders Board shall certify a copy of each bidder's offer, which shall be made immediately available to the focal point designated by the body in charge of the regulation of Public Contracts. Bids and modifications received in accordance with the provisions of Article 21 of the GRIT that were not opened and read aloud during the bid opening session may not be submitted for evaluation.

22.8- In the event of an appeal, it must be addressed to the Appeals Review Committee, with copies sent to the Contracting Authority or Delegated Contracting Authority, the Chairperson of the relevant Tenders Board, the body in charge of the regulation of Public Contracts, and the Public Contracts Authority.

22.9- It must be received within a maximum of three (03) working days after the opening of bids, in the form of a letter duly signed by the appellant.

Article 32- Publication of Award Results and Appeals

32.4 After the publication of the award results, bids not withdrawn within a maximum period of fifteen (15) days shall be destroyed without further claim, with the exception of the copy intended for the body in charge of the regulation of public contracts if it was not collected during the session.

32.5 In the event of an appeal, it must be addressed to the Appeals Review Committee, with copies sent to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, the Chairperson of the relevant Tenders Board, the body in charge of the regulation of public contracts, and the Public Contracts Authority. It must be filed within a maximum of five (05) working days after the publication of the results.

**PIECE N° 3: PARTICULAR RULES OF THE INVITATION TO TENDER (PRIT)**

References Of the PRIT	Description of the Provision of the Particular Rules
26.1	<i>The evaluation of bids shall be based on the following criteria:</i> 1- Eliminary criteria a) Regarding the Administrative Offer: 1. Absence or non-compliance of any document in the administrative file beyond 48 hours after the bid opening date; 2. Absence of a copy of the COSUMAF license authorizing practice as a brokerage firm; 3. Absence of a copy of the COBAC license authorizing practice as a credit institution; 4. False declaration, fraudulent practices, or falsified documents.

READ INSTEAD:**DOCUMENT N° 2: GENERAL RULES OF THE INVITATION TO TENDER (GRIT)****Article 22- Opening of Bids and Appeals**

22.7- At the end of each bid opening session, the Chairperson of the Tenders Board shall certify a copy of each bidder's offer, which shall be made immediately available to the focal point designated by the body in charge of the regulation of Public Contracts. Bids and modifications received in accordance with the provisions of Article 21 of the GRIT that were not opened and read aloud during the bid opening session may not be submitted for evaluation.

22.8- In the event of an appeal, it must be addressed to the **Arbitration and Appeals Review Committee (CAER)**, with copies sent to the Contracting Authority or Delegated Contracting Authority, the Chairperson of the relevant Tenders Board, the body in charge of the regulation of Public Contracts, and the Public Contracts Authority.

22.9- It must be received within a maximum of three (03) working days after the opening of bids, in the form of a letter duly signed by the appellant.

Article 32- Publication of Award Results and Appeals

32.4 After the publication of the award results, bids not withdrawn within a maximum period of fifteen (15) days shall be destroyed without further claim, with the exception of the copy intended for the body in charge of the regulation of public contracts if it was not collected during the session.

32.5 In the event of an appeal, it must be addressed to the **Arbitration and Appeals Review Committee (CAER)**, with copies sent to the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority, the Chairperson of the relevant Tenders Board, the body



in charge of the regulation of public contracts, and the Public Contracts Authority. It must be filed within a maximum of five (05) working days after the publication of the results.

PIECE N°3 : PARTICULAR RULES OF THE INVITATION TO TENDER (PRIT)

Références du RGAO	Description of the Provision of the Particular Rules
26.1	<i>The evaluation of bids shall be based on the following criteria:</i> 2- Eliminary criteria b) Regarding administrative offer: 1. Absence or non-compliance of the bid bond, hand-signed and stamped, accompanied by a deposit receipt issued by the <i>Deposit and Consignment Fund</i> (CDEC); 2. Absence or non-compliance of any document in the administrative file beyond 48 hours after the bid opening date; 3. Absence of a copy of the COSUMAF license authorizing practice as a brokerage firm; 4. Absence of a copy of the COBAC license authorizing practice as a credit institution; 5. False declaration, fraudulent practices, or falsified documents.

NB : ALL OTHER PROVISIONS REMAIN UNCHANGED.

Ampliations :

- ARMP
- Pdt/CIPM
- Chrono/Archives

Yaoundé, the **05 FEB 2026**

ACTING GENERAL MANAGER

MAURICE ENAMA FOU DA